

Cote du document: EB 2014/111/INF.6  
Date: 11 mars 2014  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Aperçu du Système d'allocation fondé sur la performance**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

##### **Brian Baldwin**

Responsable principal de la gestion des opérations  
téléphone: +39 06 5459 2377  
courriel: b.baldwin@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Deirdre McGrenra**

Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session  
Rome, 8-9 avril 2014

---

Pour: **Information**

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>Ajustements apportés au SAFP</b>	<b>1</b>
<b>III.</b>	<b>Groupe de travail sur le SAFP</b>	<b>2</b>
<b>IV.</b>	<b>Pays couverts par périodes d'allocation</b>	<b>3</b>
<b>V.</b>	<b>Application de la formule SAFP</b>	<b>3</b>
<b>VI.</b>	<b>Pays sortant d'un conflit et États "fragiles"</b>	<b>5</b>
<b>VII.</b>	<b>Application du SAFP en 2014</b>	<b>5</b>
<b>VIII.</b>	<b>Mise à jour des notes de pays pour 2013 et allocations par pays pour 2014</b>	<b>6</b>

### Annexes

I.	Allocation period 2013-2015 –2013 country scores and annual allocations (Cycle des allocations 2013-2015. Notes de pays et allocations annuelles pour 2013)	7
II.	2013 rural sector performance assessments (Évaluation de la performance du secteur rural pour 2013)	12

### Appendice

A comparative table of MDB/IFI performance based allocation systems  
(Tableau comparatif des systèmes d'allocation fondés sur la performance des BMD/IFI)

## Aperçu du Système d'allocation fondé sur la performance

### I. Introduction

1. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs est convenu que le Conseil d'administration appliquerait désormais de façon plus systématique le principe de l'allocation fondée sur la performance prévu par les Principes et critères en matière de prêts, sur le modèle des approches en usage dans d'autres institutions financières internationales (IFI), et adopterait à cette fin un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Il a en outre délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail la conception et la mise en œuvre de ce système.
2. Le SAFP a pour objectifs:
  - d'assurer l'allocation des ressources selon une approche transparente et fondée sur les droits;
  - de fournir des incitations à la performance aux États membres, en particulier au regard du cadre politique et institutionnel mis en place dans le secteur rural; et
  - d'allouer les ressources en fonction des besoins lorsque le niveau de performance des pays est équivalent.
3. Plusieurs autres institutions financières de développement recourent à des SAFP, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Toutes ces IFI appliquent un système évaluant tant la performance que les besoins et, une fois par an, se réunissent avec le FIDA afin d'examiner les problèmes rencontrés et les progrès accomplis.
4. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou "périodes d'allocation". Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance du pays conduites chaque année afin de tenir compte des changements importants relatifs aux besoins et/ou des progrès des pays, constatés dans la sphère politique et institutionnelle. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2006, et les suivants sur les périodes de consultation ou de reconstitution. L'exercice actuel couvre la période 2013-2015, qui coïncide avec celle de la neuvième reconstitution. Le Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA<sup>1</sup> a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur pour le programme de travail de 2007 (c'est-à-dire la première année de la période couverte par la septième reconstitution), et que les allocations régionales fixes cesseraient alors de s'appliquer.

### II. Ajustements apportés au SAFP

5. Après l'entrée en vigueur de ces systèmes, tous ceux qui les ont pratiqués ont reconnu la nécessité d'y apporter des ajustements et des améliorations. À sa session d'avril 2006, le Conseil d'administration est convenu de ce qui suit:
  - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système

<sup>1</sup> La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009) (document GC 29/L.4).

uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de "continuer à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".

- b) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une grande place à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant. Il a donc été convenu que la formule serait modifiée en tenant compte d'un coefficient révisé de 0,45, contre celui de 0,75 qui était utilisé précédemment et faisait ainsi de la population le déterminant essentiel des allocations par pays.
- c) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation de la population rurale (plutôt que de la population totale) dans la formule correspondrait mieux au mandat du Fonds. En conséquence, il a été décidé que le coefficient population rurale serait appliqué dans le SAFF à compter du programme de travail pour 2008.

### III. Groupe de travail sur le SAFF

6. Après avril 2006, il a été décidé de constituer un groupe de travail du Conseil d'administration, chargé d'élucider les questions qui surgissent au fur et à mesure de l'application du SAFF.
7. Il a été convenu que le groupe de travail<sup>2</sup> serait présidé par un membre du Conseil d'administration et aurait pour mandat de :
 

"Élucider les questions qui se posent au sujet de l'application du SAFF, notamment :

  - la modification des éléments figurant dans la formule, à savoir l'évaluation de la performance et le coefficient de pondération de la population et du revenu, le poids global de la performance étant maintenu;
  - l'expérience et les enseignements tirés par les autres organisations qui appliquent un SAFF;
  - les statistiques à utiliser pour la population rurale;
  - l'application du SAFF aux emprunteurs à des conditions favorables et aux autres emprunteurs; et
  - les autres indicateurs possibles de la pauvreté, tels que la nutrition et le revenu rural par habitant."
8. Dans le Rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2009, il était demandé au Conseil d'administration d'inviter le groupe de travail sur le SAFF à poursuivre ses travaux et à examiner les pratiques adoptées par d'autres IFI en vue de déterminer les possibilités d'amélioration du système. L'examen devait porter sur les points suivants: la pondération respective des différents éléments de la formule utilisée pour calculer l'allocation au titre du SAFF, le niveau actuel des allocations minimale et maximale et la nécessité éventuelle d'affecter à titre exceptionnel des fonds aux pays particulièrement vulnérables, outre le soutien accordé aux pays sortant d'un conflit.

<sup>2</sup> À ce jour (avril 2014), le Groupe de travail est ainsi composé:

Liste A: États-Unis, France, Italie et Suède  
 Liste B: Nigéria et la République bolivarienne du Venezuela  
 Sous-Liste C1: Maurice  
 Sous-Liste C2: Turquie (2013), République de Corée (2014)  
 Sous-Liste C3: Mexique

## IV. Pays couverts par périodes d'allocation

9. Depuis la mise en place du système en 2005, de légères variations ont été enregistrées d'une période d'allocation à l'autre, quant au nombre des pays pris en compte. Ces fluctuations tenaient principalement à la nécessité de faire en sorte que les pays couverts par le processus du SAFP reçoivent suffisamment de fonds pour que le niveau d'intervention du FIDA soit efficace. On trouvera ci-dessous l'indication, par période d'allocation, du nombre de pays considérés, ceux qui bénéficient d'une allocation minimale compris:
- **2005-2007**: 119 pays (dont 36 bénéficiaires d'une allocation minimale);
  - **2007-2009**: 90 pays "effectifs"<sup>3</sup> (dont 9 bénéficiaires d'une allocation minimale);
  - **2010-2012**: 113 pays (dont 11 bénéficiaires d'une allocation minimale); et
  - **2013-2015**: 99 pays (dont 5 bénéficiaires d'une allocation minimale).

## V. Application de la formule SAFP

10. Le système mis en place par le FIDA est voisin des pratiques optimales suivies par d'autres IFI et fonds qui s'appuient sur un SAFP. Un certain nombre de variables sont communes à la plupart des formules adoptées par les IFI, à savoir:
- les variables relatives aux besoins (population rurale et RNB par habitant); et
  - les variables relatives à la performance (y compris celle du secteur rural).
11. Pour mesurer les besoins, la Banque asiatique de développement (BAD), la BAsD, la BID, l'IDA et le FIDA prennent en considération le RNB par habitant et la population (sachant que, de par son mandat, le Fonds utilise à cette fin la population rurale)<sup>4</sup>.
12. La note de performance des pays est le résultat du calcul de trois variables:
- l'indice d'allocation des ressources de l'IDA (IRAI), avec un coefficient de pondération de 20%;
  - la performance du secteur rural (RSP), avec un coefficient de pondération de 45%; et
  - les projets à risque (PAR), avec un coefficient de pondération de 35%.
13. Le coefficient de pondération relatif au cadre de performance du secteur rural est légèrement supérieur à celui qui est appliqué à la mise en œuvre du portefeuille de projets afin de tenir compte du rôle crucial que joue la performance du secteur rural aux fins de la durabilité et de la reproductibilité des projets, deux objectifs clés du FIDA.
14. La formule utilisée par le FIDA est donc la suivante:
- $$RuralPOP^{0,45} \times GNIPC^{-0,25} \times [0,2IRAI + 0,35PAR + 0,45RSP]^{2,0}$$
15. On verra dans le tableau 1 ci-après comment la formule SAFP est utilisée pour calculer les notes de pays.
16. La note de performance du secteur rural (RSP), avec ses agrégats et indicateurs spécifiques, constitue une particularité du Système d'allocation fondé sur la performance du FIDA. Elle résulte de l'évaluation des résultats obtenus par les pays dans la mise en place d'un cadre politique et institutionnel propice à une réduction durable de la pauvreté rurale. Les agrégats et indicateurs utilisés sont les suivants:

<sup>3</sup> Pays "effectifs": pays auxquels le FIDA prévoyait d'accorder de nouveaux prêts ou dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en 2007-2009.

<sup>4</sup> On trouvera à l'annexe III une vue d'ensemble des divers systèmes d'allocation fondés sur la performance utilisés par les banques multilatérales de développement (BMD) et les IFI.

**A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations**

- i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales
- ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales

**B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies**

- i) Accès à la terre
- ii) Accès à l'eau à usage agricole
- iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles

**C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés**

- i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux
- ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales
- iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles

**D. Égalité des sexes**

- i) Accès à l'éducation dans les zones rurales
- ii) Représentation

**E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles**

- i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural
- ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales

Tableau 1  
Calcul des notes de pays pour 2013

Pays	Population rurale <sup>0,45</sup>	RNB par habitant <sup>0,25</sup>	IRAI	PAR	RSP	Note du pays
RDP lao	4 136 120 <sup>+0,45</sup>	X 1 130 <sup>-0,25</sup>	X [(0,2 x 3,36) + (0,35 x 1,9) + (0,45 x 3,59)] <sup>+2,0</sup>	=	1 427	
Lesotho	1 588 917 <sup>+0,45</sup>	X 1 220 <sup>-0,25</sup>	X [(0,2 x 3,43) + (0,35 x 5,1) + (0,45 x 3,99)] <sup>+2,0</sup>	=	1 900	
Nicaragua	2 491 379 <sup>+0,45</sup>	X 1 170 <sup>-0,25</sup>	X [(0,2 x 3,68) + (0,35 x 4,9) + (0,45 x 3,92)] <sup>+2,0</sup>	=	2 295	
Bosnie-Herzégovine	1 940 915 <sup>+0,45</sup>	X 4 780 <sup>-0,25</sup>	X [(0,2 x 3,64) + (0,35 x 6,0) + (0,45 x 4,08)] <sup>+2,0</sup>	=	1 766	
Libéria	2 139 335 <sup>+0,45</sup>	X 240 <sup>-0,25</sup>	X [(0,2 x 3,03) + (0,35 x 5,8) + (0,45 x 3,04)] <sup>+2,0</sup>	=	2 877	

17. Le tableau 2 ci-dessous montre comment la note du pays est utilisée pour établir l'allocation de celui-ci, par rapport au total des fonds du programme de prêts et dons au titre du CSD.

Tableau 2  
Processus d'allocation des ressources au titre du SAFF

Pays	Note du pays	x	Enveloppe financière 2013-2015 (en USD)	÷	Somme des notes définitives	=	Allocation 2013-2015 attribuée au pays (en USD)
RDP lao	1 427	x	2 353 200 000	÷	318 882	=	9 771 619
Lesotho	1 900	x	2 353 200 000	÷	318 882	=	13 355 874
Nicaragua	2 295	x	2 353 200 000	÷	318 882	=	16 129 418
Bosnie-Herzégovine	1 766	x	2 353 200 000	÷	318 882	=	12 727 693
Libéria	2 877	x	2 353 200 000	÷	318 882	=	20 729 808

Notes: L'enveloppe ne tient pas compte des pays bénéficiaires d'une allocation maximale ou minimale, auxquels est attribué un montant total de 274,8 millions d'USD, ce qui porte à 2,628 milliards d'USD l'allocation au titre du SAFF pour la période 2013-2015. Les allocations plafonnées et les fonds répartis au titre du CSD entrent en ligne de compte.

## VI. Pays sortant d'un conflit et États "fragiles"

18. Le FIDA a adopté les lignes directrices de l'IDA pour les pays sortant d'un conflit et les pays touchés par une crise (les catastrophes naturelles comprises) pour définir une méthode d'allocation conforme à la méthodologie du système SAFF. Il en résulte des allocations supérieures aux niveaux normaux (allant jusqu'à 100%) sur une période donnée.

## VII. Application du SAFF en 2014

19. Les périodes d'allocation 2013-2015 coïncident avec la neuvième reconstitution des ressources et il n'a pas été nécessaire de distinguer les pays emprunteurs "effectifs". Les divisions régionales ont donc déterminé les allocations SAFF par pays sur la base des activités prévues au titre des projets et des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), et des allocations ont été attribuées en conséquence à 98 pays membres. Cependant, dans une optique de gestion des allocations durant la période triennale, l'allocation des pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de leur allocation potentielle a été plafonnée au niveau du financement prévu. Cela devrait permettre de réduire d'autant la nécessité de réaffectations en 2015 et de fournir des paramètres de planification mieux adaptés pour d'autres pays.
20. Dans ces conditions, suivant la méthodologie du SAFF, les notes et les allocations finales de pays ont été attribuées annuellement, puis associées aux chiffres provisoires pour les années suivantes de la période d'allocation afin de déterminer une allocation globale par pays pour la période triennale. Les notes fournies pour 2014 sont finales dans la mesure où elles sont basées sur les notes de pays pour 2013, alors que les allocations pour 2015 sont provisoires<sup>5</sup>. Par suite de l'évolution vers des allocations uniformes, les données ont fait l'objet d'un examen et d'une recherche des méthodes optimales au plan interrégional afin de garantir la cohérence des évaluations et, de ce fait, la méthode de notation des indicateurs de performance du secteur rural a été améliorée. À cet égard, la Division Amérique latine et Caraïbes a travaillé en collaboration étroite avec l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) au Costa Rica sur les indicateurs de performance du secteur rural pour 2011 afin d'évaluer et de comparer les notes dans l'ensemble de la région.

<sup>5</sup> Les allocations provisoires sont de par leur nature même fixées à titre indicatif et subordonnées à l'évolution annuelle de la performance (évaluée sur la base des projets à risque, de la performance du secteur rural et de l'indice d'allocation des ressources de l'IDA), de la population et du revenu national brut par habitant. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps.

## VIII. Mise à jour des notes de pays pour 2013 et allocations par pays pour 2014

21. Au quatrième trimestre de 2013, les données actualisées sur la performance tant du portefeuille que du secteur rural sont devenues disponibles, et la mise à jour des notes de pays pour 2014 a commencé. Ces données mises à jour ont déterminé les notes de pays finales pour 2013 et les allocations aux pays pour 2014, présentées au Conseil d'administration à sa session de décembre 2013, approuvées par le Conseil des gouverneurs en février 2014 et publiées ensuite conformément aux procédures convenues pour la diffusion des informations du SAFF sur le site web du FIDA ([www.ifad.org/operations/pbas](http://www.ifad.org/operations/pbas)).
22. En 2013 et en 2014, les deux premières années de la période d'allocation, aucune réaffectation entre pays n'a été nécessaire. Il en a été de même dans les autres institutions qui ont adopté un SAFF. Toutefois, lors de l'élaboration du SAFF du FIDA, le Conseil d'administration avait reconnu qu'il pourrait se présenter des circonstances dans lesquelles il ne serait pas possible de mettre à exécution des engagements correspondant aux allocations *ex ante* de pays durant la période d'allocation, en raison, par exemple, d'une absence de demande de prêts du FIDA ou d'un manque de possibilités d'entreprendre des opérations au titre des activités prioritaires définies dans les COSOP axés sur les résultats. En pareil cas, l'allocation inutilisée serait réintégrée dans le montant global des ressources à allouer<sup>6</sup> afin d'être redistribuée dans le cadre du SAFF en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40). En 2015, par conséquent, toutes les ressources inutilisées au cours de la période d'allocation 2013-2015 seront réintégrées dans le montant global des ressources à allouer au cours de la dernière année de la période d'allocation. Les ressources inutilisées seront attribuées en conformité avec la méthodologie du SAFF.
23. L'annexe I contient les notes de pays pour 2013 par région et les allocations par pays au titre de la neuvième reconstitution (2013-2015), en précisant les montants des allocations finales de pays pour les années 2013, 2014 et 2015. Afin d'améliorer la gestion des allocations sur cette période triennale, pour les pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de l'allocation à laquelle ils pourraient prétendre, les montants mentionnés sont plafonnés au niveau de financement attendu.
24. L'annexe II présente le détail de l'évaluation du cadre sectoriel du développement rural pour 2013, au regard des critères d'évaluation définis dans le document EB.2003/80/R.3. Ces évaluations relatives à l'année 2013 constituent la base de calcul de la note affectée à la performance du secteur rural, qui entre en ligne de compte pour établir la performance globale, et ainsi la note du pays pour 2013 et le montant de son allocation pour 2014.

<sup>6</sup> Le concept du montant global des ressources comme source de fonds à réaffecter a aussi été noté dans la section relative aux ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

## Période d'allocation 2013-2015

### Notes de pays et allocations annuelles pour 2013

Tableau 1  
Asie et Pacifique

Pays	Besoins du pays a/		Performance globale du pays				Note globale du pays	Allocation 2013	Allocation 2014	Allocation 2015	Montant total de l'allocation du pays 2013 à 2015
	RNB par habitant 2012 a/	Population rurale 2012	IARI 2012 b/	Performance du secteur rural 2013	PAR 2013 c/	Performance globale du pays					
Afghanistan	578	22 709 774	2,68	3,20	6	4,07	6916	17 064 407	15 729 701	15 729 701	48 523 810
Bangladesh	840	110 009 445	3,28	3,80	6	4,40	14 918	33 453 639	35 693 935	35 693 935	104 841 510
Bhoutan	2 420	472 239	3,68	4,14	6	4,70	1 127	2 863 365	2 695 546	2 695 546	8 254 458
Cambodge	880	11 863 177	3,45	3,63	4	3,62	3 667	9 098 059	8 774 990	8 774 990	26 648 038
Chine	5 680	651 364 560		4,32	4	4,36	-	43 800 000	43 710 763	43 710 763	131 221 526
Fidji	4 200	414 388		3,32	4	3,40	484	1 202 923	1 158 713	1 158 713	3 520 348
Îles Salomon	1 130	434 647	2,96	3,04	4	3,36	671	1 420 987	1 565 642	1 565 642	4 552 270
Inde	1 530	845 151 713	3,70	4,05	4	3,89	-	43 800 000	43 710 763	43 710 763	131 221 526
Indonésie	3 420	119 858 489		3,88	4	3,98	8 939	18 021 440	21 389 030	21 389 030	60 799 500
Kiribati	2 260	56 373	2,88	3,37	4	3,32	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Myanmar	550	35 257 099		3,06	4	3,25	5 443	12 302 957	13 023 115	13 023 115	38 349 186
Népal	700	22 711 529	3,27	3,56	4	3,69	5 406	13 945 026	12 615 218	12 615 218	39 175 462
Pakistan	1 260	113 678 524	3,07	3,74	4	3,63	9 320	21 724 297	22 300 345	22 300 345	66 324 987
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 790	6 265 945	3,30	3,26	6	4,15	3 038	7 453 849	7 268 374	7 268 374	21 990 596
Philippines	2 470	49 201 307		4,19	4	4,28	7 533	20 818 498	18 025 502	18 025 502	56 869 502
République démocratique populaire lao	1 260	4 298 268	3,40	3,59	3	3,24	1 702	3 257 206	3 971 474	3 971 474	11 200 154
Sri Lanka	2 920	17 235 745	3,54	3,89	4	3,72	3 397	9 510 132	8 128 428	8 128 428	25 766 987
Thaïlande *	5 210	43 750 320		4,60	4	4,12	5 481	266 667	266 667	266 667	800 000
Timor-Leste	3 670	862 543	3,02	3,06	4	3,38	689	1 577 331	1 647 553	1 647 553	4 872 436
Viet Nam	1 400	60 653 020	3,75	4,23	4	3,88	7 810	17 520 389	18 687 118	18 687 118	54 894 626
<b>Total Asie et Pacifique</b>								<b>280 101 170</b>	<b>281 362 876</b>	<b>281 362 876</b>	<b>842 826 922</b>

<sup>a</sup> Indicateurs du développement dans le monde, site Internet de la Banque mondiale, octobre 2013. RNB estimé sur la base du PIB par habitant 2010 (Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies), recalculé par rapport au PIB en appliquant le ratio régional corrigé par le déflateur de l'OCDE pour les pays suivants: Argentine, Cuba, Djibouti, Îles Cook, Libye, Myanmar, Nioué, Oman, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, Somalie. Pour Nioué, l'estimation du RNB repose sur les données fournies par le Gouvernement néo-zélandais.

<sup>b</sup> L'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement.

<sup>c</sup> Portefeuille à risque.

<sup>d</sup> Allocation plafonnée.

Tableau 2  
Afrique orientale et australe

Pays	Besoins du pays a/ Performance globale du pays						Note globale du pays	Allocation 2013	Allocation 2014	Allocation 2015	Montant total de l'allocation du pays 2013 à 2015
	RNB par habitant 2012 a/	Population rurale 2012	IARI 2012 b/	Performance du secteur rural 2013	PAR 2013 c/	Performance globale du pays					
Afrique du Sud	7 610	19 233 051		4,10	4	3,84	2 987	7 336 413	7 146 867	7 146 867	21 630 148
Angola	4 580	8 347 740	2,67	3,18	3	3,01	1 439	2 249 329	3 442 242	3 442 242	9 133 813
Burundi	240	8 745 038	3,24	3,70	6	4,41	6 578	13 302 800	14 960 296	14 960 296	43 223 392
Comores	840	515 402	2,78	3,22	3	2,95	602	1 562 877	1 368 933	1 368 933	4 300 742
Éthiopie	410	75 878 287	3,44	4,14	4	3,95	12 196	28 511 890	29 183 106	29 183 106	86 878 101
Kenya	850	32 643 797	3,86	4,22	5	4,25	8 034	18 905 032	19 224 236	19 224 236	57 353 504
Lesotho	1 380	1 470 945	3,48	3,94	4	3,97	1 543	4 451 958	3 601 256	3 601 256	11 654 469
Madagascar	430	14 890 819	3,04	3,93	6	4,48	7 438	17 837 321	17 796 466	17 796 466	53 430 253
Malawi	320	13 385 592	3,16	3,83	4	3,75	5 365	13 278 127	12 519 760	12 519 760	38 317 647
Maurice	8 570	751 423		5,03	1	3,27	490	1 250 044	1 171 578	1 171 578	3 593 199
Mozambique	510	17 271 080	3,73	3,98	4	3,83	5 578	12 480 458	13 015 313	13 015 313	38 511 084
Ouganda	440	30 530 522	3,72	4,18	6	4,72	11 376	22 241 413	29 004 949	29 004 949	80 251 311
République-Unie de Tanzanie	570	34 783 330	3,75	4,17	4	3,99	8 077	17 250 883	19 327 304	19 327 304	55 905 492
Rwanda	568	9 231 734	3,84	4,66	6	4,90	6 689	14 139 554	15 607 985	15 607 985	45 355 525
Seychelles	11 640	40 370		4,44	4	4,03	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Soudan du Sud	650	8 859 635	2,12	3,22	3	2,78	2 048	3 470 311	4 778 346	4 778 346	13 027 003
Swaziland	2 860	969 455		3,97	5	4,38	1 295	2 617 455	3 099 698	3 099 698	8 816 852
Zambie	1 350	8 500 543	3,46	3,87	4	3,76	3 066	8 838 736	7 336 175	7 336 175	23 511 085
<b>Total Afrique orientale et australe</b>								<b>190 724 602</b>	<b>203 584 509</b>	<b>203 584 509</b>	<b>597 893 619</b>

a Indicateurs du développement dans le monde, site Internet de la Banque mondiale, octobre 2013. RNB estimé sur la base du PIB par habitant 2010 (Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies), recalculé par rapport au PIB en appliquant le ratio régional corrigé par le déflateur de l'OCDE pour les pays suivants: Argentine, Cuba, Djibouti, Îles Cook, Libye, Myanmar, Nioué, Oman, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, Somalie.

Pour Nioué, l'estimation du RNB repose sur les données fournies par le Gouvernement néo-zélandais.

b L'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement.

c Portefeuille à risque.

d Allocation plafonnée.

Tableau 3  
Amérique latine et Caraïbes

Pays	Besoins du pays a/		Performance globale du pays				Note globale du pays	Allocation 2013	Allocation 2014	Allocation 2015	Montant total de l'allocation du pays 2013 à 2015
	RNB par habitant 2012 a/	Population rurale 2012	IARI 2012 b/	Performance du secteur rural 2013	PAR 2013 c/	Performance globale du pays					
Argentine	9 851	3 023 751		4,72	5	4,97	2 045	4 119 948	4 894 144	4 894 144	13 908 235
Bolivie (État plurinational de)	2 220	3 440 283	3,63	4,09	5	4,17	2 219	5 274 455	5 308 346	5 308 346	15 891 147
Brésil	11 630	30 053 874		4,97	6	5,42	6 563	16 144 466	15 704 094	15 704 094	47 552 653
Colombie	6 990	11 656 291		4,14	6	4,95	4 059	10 059 916	9 712 194	9 712 194	29 484 303
Cuba	5 471	2 798 466		4,42	4	4,02	1 493	3 573 709	3 572 735	3 572 735	10 719 179
El Salvador	3 580	2 188 546		4,38	4	4,21	1 636	4 298 441	3 914 325	3 914 325	12 127 090
Équateur	5 200	4 960 096		4,64	4	4,31	2 259	5 089 839	5 404 527	5 404 527	15 898 893
Guatemala	3 140	7 505 699		4,19	3	3,67	2 231	5 982 844	5 338 780	5 338 780	16 660 404
Guyana	3 410	568 776	3,33	4,06	6	4,59	1 073	2 534 733	2 568 318	2 568 318	7 671 369
Haïti	760	4 615 313	2,90	3,67	4	3,56	2 410	6 628 236	5 480 492	5 480 492	17 589 220
Honduras	2 070	3 751 671	3,49	3,85	4	3,80	1 941	4 764 333	4 645 062	4 645 062	14 054 457
Jamaïque	5 140	1 297 577		4,30	4	3,95	1 037	2 512 748	2 482 412	2 482 412	7 477 572
Mexique *	9 600	26 119 249		4,33	5	4,67	4 785	5 843 283	5 843 283	5 843 283	17 529 850
Nicaragua	1 650	2 524 868	3,71	3,92	5	4,36	2 267	5 376 473	5 290 022	5 290 022	15 956 517
Paraguay	3 290	2 512 067		4,02	6	4,89	2 391	5 881 974	5 721 018	5 721 018	17 324 011
Pérou	5 880	6 724 164		4,38	6	5,09	3 493	8 512 146	8 357 293	8 357 293	25 226 732
Sainte-Lucie	6 530	150 178	3,78	3,94	4	3,75	335	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Trinité-et-Tobago	14 400	1 150 476		4,03	4	3,80	703	1 678 390	1 682 677	1 682 677	5 043 744
Venezuela (République bolivarienne du)*	12 500	1 888 469		4,53	4	4,43	1 238	2 539 336	2 539 336	2 539 336	7 618 009
<b>Total Amérique latine et Caraïbes</b>							<b>101 815 269</b>	<b>99 459 058</b>	<b>99 459 058</b>	<b>99 459 058</b>	<b>300 733 385</b>

a Indicateurs du développement dans le monde, site Internet de la Banque mondiale, octobre 2013. RNB estimé sur la base du PIB par habitant 2010 (Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies), recalculé par rapport au PIB en appliquant le ratio régional corrigé par le déflateur de l'OCDE pour les pays suivants: Argentine, Cuba, Djibouti, Îles Cook, Libye, Myanmar, Nioué, Oman, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, Somalie.

b Pour Nioué, l'estimation du RNB repose sur les données fournies par le Gouvernement néo-zélandais.

c L'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement.

d Portefeuille à risque.

e Allocation plafonnée.

Tableau 4  
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Pays	Besoins du pays a/		Performance globale du pays				Note globale du pays	Allocation 2013	Allocation 2014	Allocation 2015	Montant total de l'allocation du pays 2013 à 2015
	RNB par habitant 2012 a/	Population rurale 2012	IARI 2012 b/	Performance du secteur rural 2013	PAR 2013 c/	Performance globale du pays					
Arménie	3 720	1 064 012	4,13		5		4 266 750	3 546 429	3 546 429	11 359 609	
Azerbaïdjan	6 030	4 287 211			5		5 485 410	5 121 014	5 121 014	15 727 438	
Bosnie-Herzégovine	4 650	1 962 467	3,64		6		4 242 564	4 253 435	4 253 435	12 749 434	
Djibouti	1 252	196 336	3,09		5		1 371 423	1 609 332	1 609 332	4 590 087	
Égypte	3 000	45 444 639			5		26 264 537	19 176 447	19 176 447	64 617 430	
Géorgie	3 280	2 121 466	4,44		5		4 598 688	4 950 024	4 950 024	14 498 735	
Iraq	5 870	10 922 952			4		6 514 113	5 251 261	5 251 261	17 016 634	
Jordanie	4 720	1 077 181			2		2 711 917	1 814 687	1 814 687	6 341 291	
Kirghizistan	990	3 601 839	3,59		6		7 421 791	7 550 829	7 550 829	22 523 448	
Liban	9 190	559 324			3		1 226 592	1 285 264	1 285 264	3 797 120	
Maroc	2 950	13 852 056			4		7 977 310	9 301 359	9 301 359	26 580 029	
Ouzbékistan	1 720	18 970 236	3,38		4		8 265 500	7 820 535	7 820 535	23 906 570	
République arabe syrienne*	2 734	9 751 694			3		333 333	333 333	333 333	1 000 000	
République de Moldova	2 250	1 837 606	3,82		6		5 556 463	5 359 900	5 359 900	16 276 263	
Soudan	1 450	24 777 161	2,32		4		8 772 447	9 444 286	9 444 286	27 661 018	
Tadjikistan	860	5 877 958	3,38		3		3 026 723	4 427 183	4 427 183	11 881 089	
Tunisie	4 150	3 607 186			6		7 110 375	7 043 729	7 043 729	21 197 833	
Turquie*	10 830	20 473 673			4		4 806 718	4 806 718	4 806 718	14 420 155	
Yémen	1 270	16 003 154	2,99		4		8 911 880	9 726 602	9 726 602	28 365 083	
<b>Total Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>							<b>118 864 535</b>	<b>112 822 365</b>	<b>112 822 365</b>	<b>344 509 265</b>	

a Indicateurs du développement dans le monde, site Internet de la Banque mondiale, octobre 2013. RNB estimé sur la base du PIB par habitant 2010 (Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies), recalculé par rapport au PIB en appliquant le ratio régional corrigé par le déflateur de l'OCDE pour les pays suivants: Argentine, Cuba, Djibouti, Îles Cook, Libye, Myanmar, Nioué, Oman, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, Somalie.

b Pour Nioué, l'estimation du RNB repose sur les données fournies par le Gouvernement néo-zélandais.

c L'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement.

d Portefeuille à risque.

d Allocation plafonnée.

Tableau 5  
Afrique de l'Ouest et du Centre

Pays	Besoins du pays a/		Performance globale du pays				Note globale du pays	Allocation 2013	Allocation 2014	Allocation 2015	Montant total de l'allocation du pays 2013 à 2015
	RNB par habitant 2012 a/	Population rurale 2012	IARI 2012 b/	Performance du secteur rural 2013	PAR 2013 c/	Performance globale du pays					
Bénin	750	5 471 683	3,47	3,94	4	3,80	2 964	8 472 775	7 093 218	7 093 218	22 659 212
Burkina Faso	670	11 958 128	3,77	3,98	3	3,59	3 887	9 661 338	9 069 637	9 069 637	27 800 613
Cameroun	1 170	10 273 039	3,23	3,68	4	3,70	3 345	7 987 112	8 003 167	8 003 167	23 993 446
Cap-Vert	3 810	181 326	3,92	4,74	6	5,02	745	1 862 957	1 782 310	1 782 310	5 427 577
Congo	2 550	1 558 051	3,00	3,41	5	3,71	1 184	2 540 612	2 832 431	2 832 431	8 205 475
Côte d'Ivoire	1 220	9 522 564	3,07	2,92	4	3,33	2 586	8 884 294	6 034 821	6 034 821	20 953 935
Gambie	510	756 599	3,35	4,29	6	4,70	2 055	4 483 524	4 796 222	4 796 222	14 075 969
Ghana	1 550	12 043 540	3,80	4,14	6	4,65	5 298	11 782 474	12 677 288	12 677 288	37 137 050
Guinée	460	7 335 227	2,97	2,99	6	4,07	4 402	7 710 439	10 273 185	10 273 185	28 256 808
Guinée-Bissau	550	922 030	2,62	2,54	6	3,77	1 416	3 355 277	3 304 222	3 304 222	9 963 721
Libéria	370	2 155 417	3,06	3,35	6	4,22	2 873	6 909 936	6 875 317	6 875 317	20 660 569
Mali	660	9 569 473	3,38	3,94	4	3,68	3 693	11 137 965	8 618 591	8 618 591	28 375 146
Mauritanie	1 110	2 209 734	3,23	3,66	5	4,01	1 990	4 869 463	4 644 181	4 644 181	14 157 825
Niger	370	14 048 049	3,48	3,50	6	4,30	6 945	14 341 377	16 205 573	16 205 573	46 752 523
Nigéria	1 430	84 029 583	3,53	3,88	5	4,20	10 562	29 495 460	25 272 162	25 272 162	80 039 784
République centrafricaine	490	2 744 440	2,71	2,41	4	2,88	1 396	3 871 084	3 257 647	3 257 647	10 386 379
République démocratique du Congo *	220	42 819 352	2,71	3,61	2	2,83	5 659	12 300 642	12 300 642	12 300 642	36 901 926
Sao Tomé-et-Principe	1 320	69 009	3,05	3,37	6	4,23	446	1 000 000	1 014 958	1 014 958	3 029 915
Sénégal	1 040	7 842 005	3,82	4,17	6	4,74	5 014	11 562 125	11 996 119	11 996 119	35 554 364
Sierra Leone	580	3 609 023	3,27	3,79	6	4,46	3 619	9 538 724	8 444 443	8 444 443	26 427 609
Tchad	740	9 719 560	2,51	3,06	4	3,38	3 058	5 750 928	6 954 180	6 954 180	19 659 288
Togo	500	4 084 936	2,97	2,98	6	3,96	3 137	6 975 917	7 320 877	7 320 877	21 617 671
<b>Total Afrique de l'Ouest et du Centre</b>								<b>184 494 424</b>	<b>178 771 192</b>	<b>178 771 192</b>	<b>542 036 808</b>
<b>Total FIDA</b>								<b>876 000 000</b>	<b>876 000 000</b>	<b>876 000 000</b>	<b>2 628 000 000</b>

<sup>a</sup> Indicateurs du développement dans le monde, site Internet de la Banque mondiale, octobre 2013. RNB estimé sur la base du PIB par habitant 2010 (Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies), recalculé par rapport au PIB en appliquant le ratio régional corrigé par le déflateur de l'OCDE pour les pays suivants: Argentine, Cuba, Djibouti, Îles Cook, Libye, Myanmar, Nioué, Oman, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, Somalie.

<sup>b</sup> Pour Nioué, l'estimation du RNB repose sur les données fournies par le Gouvernement néo-zélandais.

<sup>c</sup> L'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement.

<sup>d</sup> Portefeuille à risque.

<sup>e</sup> Allocation plafonnée.

# Évaluation de la performance du secteur rural en 2013

Tableau 1  
Asie et Pacifique

Indicateur performance secteur rural (PSR)	Afghanistan	Bangladesh	Bhoutan	Cambodge	Chine	Fidji	îles Salomon	Inde	Indonésie	Kiribati	Myanmar	Népal	Pakistan	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Philippines	Rép. dém. populaire lao	Sri Lanka	Thaïlande	Timor-Leste	Viet Nam	Moyenne régionale
<b>A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b>																					
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	3,81	4,06	4,44	3,75	4,50	3,00	3,25	4,50	4,06	3,25	3,50	3,88	3,69	3,69	4,56	4,00	3,75	5,25	3,25	4,56	3,94
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,56	3,81	3,69	3,50	4,50	3,75	3,25	3,88	3,63	3,75	3,38	3,13	3,69	3,63	4,56	4,00	3,63	4,50	3,00	4,06	3,74
<b>B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies</b>																					
B i) Accès à la terre	3,00	3,25	5,13	3,63	4,19	3,63	2,50	3,75	4,00	3,00	3,38	3,50	3,38	3,50	4,00	3,50	3,56	4,75	2,56	3,88	3,60
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,13	3,75	3,63	3,50	4,44	2,50	3,13	3,75	3,50	3,50	3,00	3,56	3,50	2,75	4,19	3,75	3,13	4,25	2,44	4,38	3,49
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,42	3,50	4,25	3,00	4,08	3,33	3,00	4,00	3,67	3,00	2,75	3,33	4,08	3,67	3,83	3,33	3,67	4,50	3,58	4,33	3,62
<b>C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés</b>																					
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,50	4,13	3,00	4,00	4,19	3,75	2,50	4,25	3,94	3,13	3,13	3,88	4,69	3,50	4,56	3,25	4,00	5,00	2,69	3,75	3,74
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,92	3,83	3,67	3,67	4,17	3,67	3,00	4,00	3,75	3,33	3,33	3,83	3,75	3,50	4,08	3,67	4,08	5,00	2,75	4,00	3,75
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,33	3,92	3,33	4,00	4,83	3,00	3,00	3,67	3,50	2,67	3,00	3,33	3,75	3,17	3,50	3,00	4,08	5,00	2,67	3,83	3,53
<b>D. Égalité des sexes</b>																					
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	2,75	5,25	4,88	4,50	5,31	4,50	3,50	4,25	5,00	4,50	3,75	3,88	3,88	3,00	5,19	4,00	5,44	5,25	4,31	5,25	4,42
D ii) Représentativité des femmes	2,33	3,33	4,08	3,33	3,67	3,00	3,00	4,33	4,00	3,83	1,83	3,75	3,42	2,67	4,67	4,00	4,50	3,33	3,67	4,67	3,57
<b>E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles</b>																					
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	2,81	3,63	4,63	3,50	4,25	2,75	3,38	4,38	3,69	3,00	3,00	3,75	3,75	3,50	3,88	3,50	3,31	4,63	2,75	4,00	3,60
E ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	2,81	3,13	5,00	3,19	3,75	3,00	3,00	3,88	3,88	3,50	2,69	2,88	3,38	2,50	3,31	3,06	3,56	3,75	3,06	4,00	3,37
<b>Tous indicateurs confondus</b>	<b>3,20</b>	<b>3,80</b>	<b>4,14</b>	<b>3,63</b>	<b>4,32</b>	<b>3,32</b>	<b>3,04</b>	<b>4,05</b>	<b>3,88</b>	<b>3,37</b>	<b>3,06</b>	<b>3,56</b>	<b>3,74</b>	<b>3,26</b>	<b>4,19</b>	<b>3,59</b>	<b>3,89</b>	<b>4,60</b>	<b>3,06</b>	<b>4,23</b>	<b>3,70</b>

Tableau 2  
Afrique orientale et australe

	Afrique du Sud	Angola	Burundi	Comores	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Maurice	Mozambique	Rwanda	Seychelles	Soudan du Sud	Swaziland	Rép.-Unie de Tanzanie	Ouganda	Zambie	Moyenne régionale
<b>Indicateur PSR</b>																			
<b>A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b>																			
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,25	3,25	4,75	3,00	4,00	4,75	4,00	4,25	4,25	4,50	4,25	4,25	4,50	3,50	4,25	4,50	4,25	3,75	4,13
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00	3,25	3,25	3,00	4,00	4,25	4,00	3,75	3,50	4,50	4,00	5,00	4,50	3,00	3,75	4,50	4,25	4,00	3,92
<b>B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies</b>																			
B i) Accès à la terre	4,00	2,75	3,75	3,50	4,50	4,00	3,75	3,50	3,75	4,75	4,00	4,50	4,50	3,50	3,75	4,25	4,75	3,50	3,94
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,00	2,25	3,75	3,00	4,00	4,25	2,75	4,25	3,75	4,50	3,75	4,75	4,25	3,00	4,25	4,00	3,50	3,50	3,75
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33	3,33	3,33	2,67	4,00	4,33	3,67	4,33	3,67	4,00	4,33	4,33	4,33	4,00	3,33	4,33	4,00	4,00	3,85
<b>C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés</b>																			
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00	3,50	3,25	4,25	4,50	4,00	4,00	4,50	3,75	5,00	3,25	4,50	3,50	3,00	4,00	4,00	4,00	4,00	3,94
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,67	3,33	4,00	3,00	3,67	4,00	4,00	4,33	3,33	5,33	3,67	4,67	4,33	3,67	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,67	3,00	3,50	3,00	4,67	4,00	3,33	3,33	3,33	6,00	4,00	4,67	4,00	2,67	4,00	3,67	4,00	4,00	3,82
<b>D. Égalité des sexes</b>																			
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,00	3,75	3,25	3,00	4,50	4,75	5,00	4,75	4,25	6,00	4,00	5,00	5,25	3,00	4,25	4,50	4,75	4,75	4,38
D ii) Représentativité des femmes	4,00	3,75	3,25	3,00	4,50	4,75	5,00	4,75	4,25	6,00	4,00	5,00	5,25	3,00	4,25	4,50	4,75	4,75	4,38
<b>E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles</b>																			
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,25	3,00	4,38	3,25	4,25	4,00	3,75	3,00	4,00	5,50	4,00	4,75	4,50	3,25	3,75	4,00	4,25	3,25	3,95
E ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	4,00	2,75	3,50	3,00	4,25	4,00	4,00	3,50	4,00	5,00	3,50	4,50	5,00	3,00	4,00	4,00	3,75	4,00	3,88
<b>Tous indicateurs confondus</b>	<b>4,10</b>	<b>3,18</b>	<b>3,70</b>	<b>3,22</b>	<b>4,14</b>	<b>4,22</b>	<b>3,94</b>	<b>3,93</b>	<b>3,83</b>	<b>5,03</b>	<b>3,98</b>	<b>4,66</b>	<b>4,44</b>	<b>3,22</b>	<b>3,97</b>	<b>4,17</b>	<b>4,18</b>	<b>3,87</b>	<b>3,99</b>

Tableau 3  
Amérique latine et Caraïbes

Indicateur PSR	Argentine	Bolivie (État plurinational de)	Bésil	Colombie	Cuba	El Salvador	Équateur	Guatemala	Guyana	Haïti	Honduras	Jamaïque	Mexique	Nicaragua	Paraguay	Pérou	Trinité-et-Tobago	Uruguay	Venezuela (République bolivarienne du)	Moyenne régionale
<b>A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b>																				
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	5,19	4,75	5,75	4,31	4,25	4,88	5,00	4,19	3,94	4,00	3,88	4,13	4,25	4,56	4,31	4,69	4,38	4,75	5,00	4,51
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	5,13	4,56	5,19	4,00	4,00	4,38	4,81	4,19	4,13	3,88	4,25	4,44	4,50	4,06	4,31	4,13	4,13	5,12	4,75	4,34
<b>B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies</b>																				
B i) Accès à la terre	4,38	4,25	4,44	3,75	4,25	3,81	4,13	3,75	4,25	3,13	3,38	4,06	4,63	3,69	3,88	4,44	4,06	4,25	4,38	4,03
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,63	3,64	4,19	4,06	4,00	3,69	4,00	3,88	4,19	3,88	3,56	4,44	4,00	3,44	4,00	4,44	3,63	3,75	4,00	3,94
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	5,00	2,83	4,58	3,50	5,33	4,33	4,50	3,75	4,17	3,00	3,50	3,92	4,08	4,08	3,83	3,83	3,83	4,33	4,50	4,01
<b>C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés</b>																				
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,94	4,00	5,13	3,88	3,75	4,50	5,25	4,13	3,88	4,00	3,94	3,94	4,38	4,00	4,13	4,63	3,88	4,87	4,00	4,15
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,50	3,38	4,83	4,75	4,67	4,58	4,33	4,67	3,67	3,50	4,17	4,67	4,33	4,00	4,17	4,83	3,92	5,00	4,00	4,26
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,33	3,80	4,50	3,92	4,00	4,25	4,42	4,67	4,17	3,50	3,67	4,17	3,92	3,58	3,83	4,33	3,83	4,16	4,50	4,08
<b>D. Égalité des sexes</b>																				
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,63	4,81	6,00	5,25	5,25	5,06	5,25	5,00	4,31	4,13	4,13	5,50	5,25	4,00	4,00	4,75	4,25	5,75	5,63	4,90
D ii) Représentativité des femmes	4,75	4,58	5,33	4,67	4,00	4,00	4,83	4,17	4,25	3,92	4,00	4,75	3,67	3,83	4,08	4,17	3,67	4,00	5,00	4,32
<b>E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles</b>																				
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,63	4,25	5,13	4,38	4,75	4,56	4,69	3,88	4,00	3,63	3,75	3,94	4,69	3,81	3,69	4,19	5,00	4,50	4,25	4,25
E ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	4,50	4,19	4,63	3,19	4,75	4,50	4,44	4,00	3,81	3,50	4,00	3,63	4,25	3,94	4,00	4,13	3,81	4,75	4,38	4,10
<b>Tous indicateurs confondus</b>	<b>4,72</b>	<b>4,09</b>	<b>4,97</b>	<b>4,14</b>	<b>4,42</b>	<b>4,38</b>	<b>4,64</b>	<b>4,19</b>	<b>4,06</b>	<b>3,67</b>	<b>3,85</b>	<b>4,30</b>	<b>4,33</b>	<b>3,92</b>	<b>4,02</b>	<b>4,38</b>	<b>4,03</b>	<b>4,60</b>	<b>4,53</b>	<b>4,24</b>

Tableau 4  
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Indicateur PSR	Arménie	Azerbaïdjan	Bosnie-Herzégovine	Djibouti	Égypte	Géorgie	Iraq	Jordanie	Kirghizistan	Liban	Maroc	Ouzbékistan	République arabe syrienne	République de Moldova	Soudan	Tadjikistan	Tunisie	Turquie	Yémen	Moyenne régionale
<b>A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b>																				
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	5,00	3,50	4,25	4,25	4,25	4,75	4,00	4,50	3,88	4,00	5,13	2,50	-	4,25	3,88	3,00	4,50	5,25	4,50	3,97
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,50	3,75	4,25	3,25	4,25	4,25	3,88	4,00	4,25	3,88	5,00	3,00	-	4,00	3,38	2,75	4,50	5,75	4,50	3,85
<b>B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies</b>																				
B i) Accès à la terre	5,00	4,75	4,00	3,75	5,00	4,50	3,88	4,75	3,75	3,75	4,25	3,00	-	4,50	3,63	3,00	4,25	5,00	4,50	3,96
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	5,00	4,50	4,00	3,75	3,25	4,00	3,50	4,25	3,25	4,50	4,50	3,50	-	4,00	3,88	3,50	4,63	5,00	3,75	3,83
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	5,00	3,67	4,00	3,00	4,67	3,67	3,33	4,33	3,67	4,83	4,50	3,33	-	4,00	3,67	2,67	3,50	5,00	4,00	3,73
<b>C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés</b>																				
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	5,00	4,00	4,00	4,50	5,50	5,00	3,50	4,00	3,50	4,13	5,00	3,00	-	4,25	4,00	3,75	3,75	4,25	4,00	3,95
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	5,33	4,00	4,00	4,00	4,33	5,33	3,83	5,00	4,33	4,83	4,50	2,67	-	4,50	3,50	3,33	5,00	5,67	4,00	4,11
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	5,00	3,67	3,83	4,00	3,67	4,67	3,00	5,00	3,00	4,33	4,50	3,33	-	4,17	4,00	2,67	5,00	5,00	4,33	3,85
<b>D. Égalité des sexes</b>																				
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales																				
D ii) Représentativité des femmes	5,50	5,00	4,25	4,00	3,75	5,50	3,88	5,50	5,00	5,50	4,13	4,25	-	5,50	3,50	5,00	5,50	4,50	2,75	4,37
<b>E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles</b>																				
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,50	4,50	4,00	2,75	4,50	4,75	4,13	3,50	3,25	4,50	4,75	3,75	-	4,25	3,00	3,50	4,75	5,00	3,50	3,84
E ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,50	3,25	4,00	3,00	4,50	5,00	3,88	4,00	3,25	3,88	4,50	2,75	-	4,25	3,00	3,00	4,38	5,00	4,00	3,64
<b>Tous indicateurs confondus</b>	<b>4,81</b>	<b>4,05</b>	<b>4,05</b>	<b>3,72</b>	<b>4,31</b>	<b>4,70</b>	<b>3,70</b>	<b>4,40</b>	<b>3,76</b>	<b>4,39</b>	<b>4,56</b>	<b>3,20</b>	<b>-</b>	<b>4,39</b>	<b>3,58</b>	<b>3,32</b>	<b>4,48</b>	<b>4,95</b>	<b>3,90</b>	<b>3,91</b>

Tableau 5  
Afrique de l'Ouest et du Centre

Indicateur PSR	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Cap-Vert	Côte d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigeria	République centrafricaine	Rép. dém. du Congo	République du Congo	Sao Tomé-et-Principe	Sénégal	Sierra Leone	Tchad	Togo	Moyenne régionale
<b>A. Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b>																							
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,38	5,00	4,25	6,00	3,25	4,80	4,00	4,50	3,50	3,25	4,50	4,50	4,63	4,75	2,75	4,50	4,00	4,75	4,88	4,00	3,25	3,25	4,21
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,63	5,00	4,25	5,25	3,00	4,15	3,75	4,00	2,00	3,19	4,50	4,25	3,88	4,00	2,38	4,63	3,50	3,93	4,30	3,75	3,13	3,50	3,86
<b>B. Amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies</b>																							
B i) Accès à la terre	3,00	3,50	3,50	4,00	2,50	4,30	4,00	2,00	2,00	2,88	3,38	3,00	3,00	3,50	2,00	3,50	3,38	3,14	3,63	3,00	2,63	2,50	3,11
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,00	4,25	4,00	5,50	3,00	4,60	4,50	2,25	2,50	2,81	4,00	4,00	3,25	3,75	2,63	3,88	3,50	2,50	4,00	3,63	3,75	3,00	3,60
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,50	4,50	4,08	4,33	3,00	4,30	4,00	3,67	3,00	3,17	3,67	4,00	4,00	3,33	3,00	3,50	3,17	3,54	4,15	4,00	3,17	3,00	3,69
<b>C. Amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés</b>																							
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,25	3,00	3,25	4,00	3,00	4,50	4,25	2,50	2,50	2,81	3,50	2,63	3,00	4,50	2,50	3,25	3,00	2,50	4,25	4,13	3,38	2,50	3,28
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,50	3,50	3,50	4,33	3,00	3,90	4,33	2,50	2,50	4,58	4,00	3,00	3,00	4,00	2,00	2,67	3,50	3,03	4,67	3,83	2,67	3,00	3,41
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00	4,50	3,83	5,00	3,25	4,38	4,33	3,00	3,00	3,00	4,17	4,00	4,00	3,67	2,50	3,75	3,67	3,44	4,58	3,67	3,33	3,00	3,73
<b>D. Égalité des sexes</b>																							
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,50	3,50	4,31	4,50	3,50	5,00	5,00	3,50	2,50	4,00	3,50	3,50	3,50	3,50	2,50	3,75	3,25	3,50	3,81	4,25	3,00	3,50	3,72
D ii) Représentativité des femmes	4,50	3,50	3,50	4,50	2,50	4,75	4,00	3,00	2,50	3,50	4,00	4,00	2,50	4,00	2,50	3,67	3,67	3,33	4,33	4,00	3,00	3,00	3,56
<b>E. Gestion des ressources publiques et obligations redditionnelles</b>																							
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,50	4,00	3,63	4,50	2,50	3,95	3,75	3,00	2,50	2,75	3,75	4,00	3,50	3,75	2,38	3,25	3,00	3,31	4,00	3,50	2,88	3,00	3,38
E ii) Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,50	3,50	2,00	5,00	2,50	2,85	3,75	2,00	2,00	4,25	4,38	3,00	3,75	3,75	1,75	3,00	3,25	3,50	3,50	3,75	2,50	2,50	3,18
<b>Tous indicateurs confondus</b>	<b>3,94</b>	<b>3,98</b>	<b>3,68</b>	<b>4,74</b>	<b>2,92</b>	<b>4,29</b>	<b>4,14</b>	<b>2,99</b>	<b>2,54</b>	<b>3,35</b>	<b>3,94</b>	<b>3,66</b>	<b>3,50</b>	<b>3,88</b>	<b>2,41</b>	<b>3,61</b>	<b>3,41</b>	<b>3,37</b>	<b>4,17</b>	<b>3,79</b>	<b>3,06</b>	<b>2,98</b>	<b>3,56</b>

# A comparative table of multilateral developments banks/IFI performance-based allocation systems

Institution	Began PBA	Allocation Formula			Result	Min. Alloc.	Ceiling
		Needs Factors		Performance Factors			
AfDB	1999	$POP^{1.0} \times GNPPC^{-0.125}$	x	$[(0.26CPIA_{A-C} + 0.58CPIA_D + 0.16PORT)]^{4.0}$	= allocation share weight	SDR 5 million	
AsDB	2001	$POP^{0.6} \times GNPPC^{-0.25}$	x	$[(ES\_CPIA^{0.7} \times PORT^{0.3}) \times GOV]^{2.0}$	= allocation share weight	None	The largest ADF borrowers are subject to a ceiling.
CDB	2000	$LogPOP \times GNPPC^{0.9} \times VUL^{2.0}$	x	$[0.7CPIA + 0.3PORT]^{2.0}$	= allocation share weight		Haiti is subject to a fixed ceiling and does not get a formula-based allocation.
EU (ACP)		$LogPOP \times 0.2GNPPC^{-1.0} \times 0.2HDI^{-1.0} \times DEBT \times VUL$			= allocation share weight		
GEF	2006	GBI <sup>0.8</sup> (The Global benefits Index is calculated separately for the two focal areas: The GBI for Biodiversity is 0.8 x TERRESTRIAL BIODIVERSITY + 0.2 MARINE BIODIVERSITY (Terrestrial Biodiversity is defined as 0.55 x represented species + 0.20 x threatened species + 0.15 x represented eco-regions + 0.10 * threatened eco-regions; and Marine Biodiversity is defined as represented marine species The GBI for Climate change is defined as Baseline GHG emissions X carbon intensity adjustment factor.)	x	$[0.2CPIA + 0.10PORT + 0.70CEPIA]$ (The World Bank CPIA scores are used, with 0.7 weight to environmental criteria and 0.2 weight to "broad framework indicator" (governance). Portfolio performance, PORT, is judged on ten years of GEF and World Bank environmental projects.)	= allocation share weight for each focal area	\$1 million for each focal area	
IDB (IFF)	2002 to 2008 (IFF discontinued after 2007)	$(0.133FUND) \left( \frac{POP}{\sum POP} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{1}{\sum \frac{1}{GNPPC}} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{DEBT}{\sum DEBT} \right)$	+	$(0.6FUND) \times \left[ \frac{0.7CIPE + 0.3PORT}{\sum (0.7CIPE + 0.3PORT)} \right]$	= 50% \$allocation (Component I)		
IDB (FSO)	2002 (current formula 2007)	$Pop^{0.50} \times GNIPC^{-1}$	x	$[0.3PORT + 0.7CIPE]^{2.0}$	= 50% \$allocation (Component II)		US\$25 Million per year
		$(0.22FUND) \left( \frac{POP}{\sum POP} \right) + (0.133FUND) \left( \frac{1}{\sum \frac{1}{GNPPC}} \right)$	+	$(0.6FUND) \times \left[ \frac{0.7CIPE + 0.3PORT}{\sum (0.7CIPE + 0.3PORT)} \right]$	= 50% \$allocation (Component I)		US\$54 Million per year
IFAD	2005	Rural $POP^{0.45} \times GNIPC^{-0.25}$	x	$[0.2CPIA + 0.35PORT + 0.45RuralCPIA]^{2.0}$	= allocation share weight	\$1 million	5% of total allocated
World Bank (IDA)	1977	$POP^{1.0} \times GNPPC^{-0.125}$	x	$[0.24CPIA_{A-C} + 0.68CPIA_D + 0.08PORT]^{5.0}$	= allocation share weight	SDR 4.5 million per country per replenishment	SDR 19.8 per capita

Note: Variables: CIPE= Country Institutional and Policy Evaluation (IDB); CPIA = Country Policy and Institutional Assessment; DEBT = Debt service ratio; ES\_CPIA= Economic and Social Performance Criteria in CPIA (for ADB); FSO=Fund for Special Operations (IDB); Fund= Size of IFF and FSO Envelope; GOV= Average of the five criteria in the "public sector management cluster" for ADF; average of the six criteria in the Governance and Public Sector Performance for AfDF; average of the five criteria in the public sector management cluster (Cluster D) for IDA; GNPPC = GNP per capita; Log = logarithm; HDI = Human Development Index; PCEF= Post-conflict Enhancement Factor (AfDB); POP = Population; PORT= Portfolio rating; RuralCPIA= Performance rating on policies and institutions for rural development (IFAD); VUL = Country